“L’immigration est notre relance économique”

06/07/2010 à 10h00

La ministre de l’Immigration québecoise, Yolande James, qui a récemment rencontré le ministre français du Travail, Laurent Wauquiez, détaille les attentes de la province en matière d’immigration.



Avec la crise économique, le taux de chômage est passé de 7,4% à 8,6% en un an au Québec. Est-ce vraiment le bon moment pour y émigrer ?

– Le contexte économique actuel se traduit un peu différemment au Québec en raison du vieillissement de la population. Dans les trente prochaines années, le nombre des retraités va doubler du fait du départ à la retraite des baby-boomers.

> ***Avec 460.000 départs d’ici trois ans, la croissance de notre population active dépendra totalement de l’immigration: elle constitue notre relance économique.***

De quels atouts vaut-il mieux disposer pour avoir plus de chance d’être sélectionné ?

– Être jeune, maîtriser la langue française ou avoir une famille, que l’on pourra faire venir par le regroupement familial, constituent des plus. De même, bien sûr, que travailler dans un secteur en pénurie, comme les infirmières ou les ingénieurs. Une personne qui aura trouvé un emploi avant de quitter la France verra même son dossier être traité en priorité.

En terme d'intégration, le Québec est aussi connu pour son système des "accommodements raisonnables", qui permet d'accorder des exceptions ou des dérogations à des minorités (jours fériés spéciaux, port de signes religieux)…

Depuis cette année, nous demandons aux nouveaux arrivants de signer une charte d'adhésion aux valeurs communes: égalité, laïcité des institutions, utilisation du français comme langue officielle…

Beaucoup de Français expatriés au Québec ont connu des difficultés du fait de la non-reconnaissance des diplômes. Que faites-vous pour améliorer cette situation ?

– Nicolas Sarkozy et le Premier ministre québecois Jean Charest ont signé en octobre 2008 un accord visant à créer un espace économique réciproque, avec des accords de reconnaissance mutuels permettant par exemple qu'un ingénieur en France puisse facilement devenir ingénieur au Québec.

Challenges